Adresse de l'article https://www.lagazettedescommunes.com/1029560/les-collectivites-doutre-mer-ont-besoin-dun-accompagnement-financier-differencie/

[ENTRETIEN] OUTRE-MER

« Les collectivités d'Outre-mer ont besoin d'un accompagnement financier différencié »

Pierre Garcia | France | Publié le 19/03/2026

La directrice générale d'Interco' Outre-mer, Caroline Cunisse, revient sur le partenariat récemment conclu entre les intercommunalités ultramarines et l'Agence France locale (AFL), destiné à favoriser le financement de projets locaux ambitieux au service des territoires.



Ce partenariat entre l'Agence France locale et Interco' Outre-mer est une première. Dans quel contexte a-t-il vu le jour ?

L'AFL, qui est une originalité dans le monde du financement puisqu'elle est détenue par les collectivités, souhaitait renforcer sa présence en Outre-mer. De notre côté, nous voulions également enclencher une nouvelle dynamique, d'autant que les dotations de l'État se réduisent.

Cette période de renouvellement des exécutifs communaux et intercommunaux va assurément se traduire par de nouvelles dynamiques de projets, et donc nous voyons dans ce partenariat l'opportunité d'un accompagnement renforcé.

Sur les 1 271 collectivités locales adhérentes à l'AFL, on recense aujourd'hui 22 collectivités d'Outre-mer à la Réunion, en Guadeloupe, à Mayotte et même en Polynésie française. Les perspectives de progrès sont donc encore importantes.

Que va-t-il concrètement apporter aux collectivités adhérentes ?

Il s'agit à la fois d'un soutien financier et d'une sensibilisation des collectivités aux finances, par l'accès à des études et expertises destinées à mieux connaître les potentialités du territoire. L'AFL ne s'intéresse pas à l'opportunité d'un projet en tant que tel. Elle noue un vrai lien sur le long terme avec la collectivité pour l'aider dans ses projets.

Pour nous, Interco' Outre-mer, l'idée, c'est d'être le relais des collectivités d'Outre-mer, de porter leurs besoins et de leur fournir les outils de réflexion adaptés. C'est donc un accompagnement global que nous proposons, tout en respectant le pouvoir d'action local avec des élus qui restent maîtres à bord.

Quels sont les freins persistants à l'investissement public en Outre-mer ?

L'insularité, le coût de l'éloignement, les surcoûts logistiques avec des marges bien plus importantes que dans l'Hexagone… Ce sont autant de contraintes qui pèsent sur l'ensemble des Outre-mer. Sans parler des vulnérabilités liées au changement climatique ou des problématiques sociales récurrentes.

Il y a aussi l'enjeu de la crise assurantielle, dont on s'est vraiment rendu compte avec Irma en 2017 à Saint-Martin, ou Chido et Garance en 2024 à Mayotte et à la Réunion. Elle ne se limite d'ailleurs pas aux risques climatiques, il y a aussi la cybersécurité, par exemple, qui inquiète beaucoup les collectivités.

À terme, les taux assurantiels excessifs risquent de devenir un frein aux projets des collectivités en Outre-mer. D'autant que malgré le peu de moyens, elles portent un grand nombre de projets ambitieux pour répondre à des enjeux divers comme la transition énergétique ou la modernisation des infrastructures.

Les Outre-mer réclament régulièrement la prise en compte de leurs particularités. Est-ce aussi valable pour leur accompagnement financier ?

L'impact de la baisse des dotations de l'État est ressenti plus violemment en Outre-mer, il faut l'avoir en tête. Cette nouvelle donne est d'autant plus prégnante que les compétences des collectivités ne cessent de se complexifier. Les intercommunalités sont d'ailleurs en alerte sur le projet de décentralisation car elles ont déjà beaucoup de poids à porter sur leurs épaules.

Dans cette situation, il est clair que les collectivités d'Outre-mer ont besoin d'un accompagnement financier différencié. Par ce partenariat, notre objectif est de simplifier leur action et de consolider le rôle central des intercommunalités.

POUR ALLER PLUS LOIN

- Vie chère, dérèglement climatique… : « Les Outre-mer se retrouvent en première ligne »
- Outre-mer : la Fondation Jean Jaurès appelle à un débat avec les élus sur les aides publiques aux entreprises
- Après 100 jours aux Outre-mer, Naïma Moutchou fixe un nouveau cap